

REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Ce règlement intérieur (ci-après désigné « le Règlement Intérieur ») a pour objet de formaliser la composition, les missions et les modalités de fonctionnement du conseil de surveillance (ci-après désigné « le Conseil de Surveillance ») de la société Etam développement SCA (ci-après désignée « la Société »), étant rappelé que la Société est une société en commandite par actions, simple holding sans aucune activité commerciale.

Ce Règlement Intérieur s'inscrit en référence au Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées de l'AFEP-MEDEF en application de la loi n°2008-649 du 3 juillet 2008.

I - COMPOSITION

Le Conseil de Surveillance est composé conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur de membres choisis parmi les actionnaires n'ayant pas la qualité d'associé commandité.

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés, renouvelés et révoqués par l'assemblée générale ordinaire des commanditaires. Ils peuvent être des personnes physiques ou morales.

Les membres personnes morales doivent, lors de leur nomination, désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était membre du Conseil de Surveillance en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la Société, sans délai, par lettre recommandée, ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, démission ou empêchement prolongé du représentant permanent.

Les fonctions des membres du Conseil de Surveillance sont conférées pour trois (3) années ; elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée statuant sur les comptes du deuxième exercice suivant celui de leur désignation.

Toutefois, en cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs membres du Conseil de Surveillance, ce dernier peut pourvoir à son remplacement, à titre provisoire. Les nominations effectuées à ce titre par le Conseil de Surveillance sont soumises à ratification par la plus prochaine assemblée générale ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises par le Conseil de Surveillance n'en demeurent pas moins valables.

S'il ne reste pas plus de deux membres du Conseil de Surveillance en fonction, le ou les membres en fonction, à défaut, la gérance ou, encore à défaut, le ou les commissaires aux comptes doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter le Conseil de Surveillance.

Nul ne peut être nommé membre du Conseil de Surveillance si, ayant dépassé l'âge de quatre vingt cinq (85) ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers le nombre des membres ayant dépassé cet âge.

Le Conseil de Surveillance est composé au moins pour un tiers de membres indépendants conformément à la définition donnée par l'AFEP-MEDEF. En effet selon l'AFEP-MEDEF, les critères permettant de qualifier d'indépendant un membre du Conseil sont les suivants :

- Ne pas être salarié ou mandataire social de la Société, salarié ou administrateur de sa société mère ou d'une société qu'elle consolide et ne pas l'avoir été au cours des cinq années précédentes ;
- Ne pas être mandataire social d'une société dans laquelle la Société détient directement ou indirectement un mandat d'administrateur ou dans laquelle un salarié désigné en tant que tel ou un mandataire social de la Société (actuel ou l'ayant été depuis moins de cinq ans) détient un mandat d'administrateur ;
- Ne pas être client, fournisseur, banquier d'affaire, banquier de financement :
 - significatif de la Société ou de son groupe,
 - ou pour lequel la Société ou son groupe représente une part significative de l'activité.
- Ne pas avoir de lien familial proche avec un mandataire social ;
- Ne pas avoir été auditeur de l'entreprise au cours des cinq années précédentes ;
- Ne pas être administrateur de l'entreprise depuis plus de douze ans.

II - MISSIONS

La principale mission du Conseil de Surveillance est d'assumer le contrôle permanent de la gestion de la Société. Il exerce aussi un contrôle sur les informations données aux actionnaires et au marché. Il pilote la sélection des Commissaires aux comptes. Enfin, les statuts lui attribuent le pouvoir de convoquer l'assemblée générale des actionnaires.

A - CONTROLE PERMANENT DE LA GESTION

Dans le cadre de son contrôle permanent de la gestion, le Conseil de Surveillance :

- contrôle les moyens mis en œuvre par la Société et les commissaires aux comptes pour s'assurer de la régularité et de la sincérité des comptes sociaux et consolidés ;
- donne son avis à la gérance sur l'organisation de l'audit interne ;
- donne son avis à la gérance sur la rémunération versée aux dirigeants et la politique générale d'attribution des options et actions gratuites ;
- contrôle la régularité des actes de la gérance et le respect de l'égalité entre actionnaires ;
- porte une appréciation sur l'opportunité de la gestion ; et
- rédige un rapport annuel pour l'assemblée générale annuelle des actionnaires.

B - CONTROLE DES MOYENS MIS EN ŒUVRE POUR S'ASSURER DE LA REGULARITE ET DE LA SINCERITE DES COMPTES

Le contrôle des comptes par le Conseil de Surveillance est indépendant de celui des commissaires aux comptes. En leur qualité de professionnels de la comptabilité, et afin de certifier la régularité et la sincérité des comptes, les commissaires aux comptes procèdent à des contrôles, des vérifications et des sondages.

En liaison avec les commissaires aux comptes, le Conseil de Surveillance contrôle la qualité et la sincérité des informations données :

- dans les comptes sociaux et consolidés,
- dans les comptes semestriels sociaux et consolidés,
- dans l'information trimestrielle.

Les membres du Conseil de Surveillance ne sont pas des professionnels de la comptabilité. Leur contrôle des comptes n'est donc pas concurrent de celui des commissaires aux comptes mais d'une nature différente. C'est sur la base des comptes arrêtés par la gérance et intégrant déjà le cas échéant les éventuelles observations des commissaires aux comptes que le Conseil de Surveillance opère son contrôle.

La tâche du Conseil de Surveillance consiste à contrôler :

- la nature des moyens mis en œuvre par la Société et les commissaires aux comptes pour s'assurer de la régularité et sincérité des comptes sociaux et consolidés, des comptes semestriels et de l'information trimestrielle publiés par la Société ; et
- les points essentiels mis en lumière par les moyens ci-dessus.

Afin de faciliter ce contrôle, les comptes remis au Conseil de Surveillance doivent être accompagnés d'une note des commissaires aux comptes soulignant les points essentiels non seulement des résultats mais aussi des options comptables retenues ainsi que d'une note du Directeur Général Finances du Groupe décrivant l'exposition aux risques ainsi que les engagements hors bilan significatifs du Groupe.

Si ce contrôle de la nature des moyens mis en œuvre fait apparaître des incohérences, des lacunes significatives, des irrégularités ou des inexactitudes, il appartient au Conseil de Surveillance de pousser plus avant ses investigations selon les moyens qui lui paraîtront les plus appropriés.

Le Conseil de Surveillance peut entendre les gérants, les directeurs généraux du Groupe, les commissaires aux comptes, le Directeur Général Finances du Groupe, le directeur comptable et le responsable de la trésorerie.

S'agissant des commissaires aux comptes, le Conseil de Surveillance peut les entendre notamment :

- sur leur plan et méthodologie de contrôle des comptes,
- sur la pertinence et la permanence des principes et méthodes comptables,
- sur les options d'arrêtés des comptes,
- sur les principaux problèmes qu'ils peuvent rencontrer dans l'exercice de leur mission.

En tant que de besoin, le Conseil de Surveillance peut recourir à des experts extérieurs aux frais de la Société.

Le Conseil de Surveillance désigne en son sein de 3 à 8 membres qui constituent le comité des comptes et d'audit (ci-après désigné le « Comité des Comptes et d'Audit »). Ce Comité prépare le travail de contrôle des comptes du Conseil de Surveillance afin de faciliter ses délibérations (Cf. Paragraphe IV B.1 relatif au Comité des Comptes et d'Audit ci-dessous).

C - ORGANISATION DE L'AUDIT INTERNE

Dans le cadre de sa mission de contrôle permanent de la gestion, le Conseil de Surveillance donne son avis sur l'organisation de la Direction de l'Audit Interne et est informé du programme de travail de ce département. Les membres du Conseil de Surveillance sont destinataires des rapports d'audit interne élaborés par ce département.

Le Conseil de Surveillance peut ainsi entendre les commissaires aux comptes et le Directeur de l'Audit Interne sur les procédures internes de collecte et de contrôle des informations garantissant la pertinence et la permanence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes sociaux et consolidés.

Le Comité des Comptes et d'Audit prépare le travail du Conseil de Surveillance afin de faciliter ses délibérations.

Par ailleurs, le Conseil de Surveillance doit approuver le rapport du Président rendant notamment compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place par la Société.

D - REGULARITE DES ACTES DE LA GERANCE

Outre ce contrôle purement comptable, le Conseil de Surveillance veille également à la régularité des actes de la gérance et au respect de l'égalité entre actionnaires. Il s'assure que la gérance n'outrepasse pas ses pouvoirs. Il autorise, préalablement à leur signature, les conventions réglementées définies à l'article L.226-10 du Code de Commerce.

E - AVIS SUR LA REMUNERATION VERSEE AUX DIRIGEANTS ET LA POLITIQUE GENERALE D'ATTRIBUTION DES OPTIONS ET ACTIONS GRATUITES

Au sens du Règlement Intérieur, les principaux dirigeants (ci-après désigné les « Dirigeants ») sont toutes les personnes ayant le titre de gérant, de Directeur Général Exécutif, de Directeur Général Finances, de Directeur Général Chine et des membres du Comité de Direction du Groupe.

Le Conseil de Surveillance pourra librement amender cette liste.

Le Conseil de Surveillance donne son avis sur :

- les rémunérations et avantages perçus par les Dirigeants, y compris les avantages en nature, notamment en matière de retraite,
- la détermination de la part variable de la rémunération des Dirigeants, en appréciant :
 - la définition des règles de fixation de cette part variable,
 - la cohérence de ces règles avec la stratégie à moyen terme de l'entreprise,
 - l'application annuelle de ces règles,
- la politique générale d'attribution d'options d'achat ou de souscription et notamment sur la périodicité des attributions d'options, l'application d'une éventuelle décote du prix d'achat ou de souscription, la politique générale d'attribution gratuite d'actions, le traitement distinct des mandataires sociaux, cadres dirigeants et autres bénéficiaires.

Le Conseil de Surveillance peut inviter à ses réunions le directeur des ressources humaines du Groupe et/ou tout autre Dirigeant.

Le Conseil de Surveillance désigne en son sein de 3 à 8 membres qui constituent le comité des rémunérations et des nominations (ci-après désigné le « Comité des Rémunérations et des Nominations »). Ce Comité prépare le travail du Conseil de Surveillance afin de faciliter ses délibérations en ce domaine (Cf. Paragraphe IV B.2 relatif au Comité des Rémunérations et des Nominations ci-dessous).

F - APPRECIATION DE L'OPPORTUNITE DE LA GESTION

Le Conseil de Surveillance doit aussi se prononcer sur l'opportunité de la gestion.

Il est toutefois de nouveau rappelé que la Société est une société en commandite par actions simple holding sans aucune activité commerciale.

Son appréciation, dès lors, ne peut concerner que des éléments communiqués par les filiales opérationnelles à la Société, lesdites filiales disposant elles-mêmes de leurs propres organes de fonctionnement, de gestion et de contrôle.

Les budgets définitifs des filiales opérationnelles seront résumés en un document synthétique unique qui sera transmis aux membres du Conseil de Surveillance accompagné d'une note décrivant et justifiant les choix stratégiques et les moyens retenus pour leur mise en œuvre notamment en matière d'investissements et de financement, afin que le Conseil de Surveillance puisse émettre un avis sur l'opportunité des choix ainsi retenus.

Préalablement à chaque réunion, la Société fournit aux membres du Conseil de Surveillance :

- des informations quantitatives et qualitatives sur l'activité (chiffre d'affaires et marges du groupe et leurs ventilations par secteur d'activité et zone géographique), ainsi que sur la situation financière et l'état de la trésorerie de la Société et du Groupe.

- une synthèse relative au suivi de la mise en œuvre des décisions stratégiques ou de gestion dont le Conseil de Surveillance a déjà été informé dans les réunions précédentes.

Le Conseil de Surveillance se prononce également sur l'opportunité de toute opération significative décidée par la gérance et s'inscrivant soit hors de la stratégie annoncée soit hors budget. Il peut s'agir d'une opération de croissance externe ou interne, d'un désinvestissement ou d'une opération de restructuration interne.

Les membres du Conseil de Surveillance reçoivent dans le mois qui suit la fin de chaque trimestre civil, un état de la situation de la trésorerie de la Société et du Groupe ainsi que le montant cumulé des engagements hors bilan de la Société et du Groupe à la fin du dernier trimestre civil clos.

Sur la base des informations qui lui sont ainsi transmises, le Conseil de Surveillance exprime à la gérance son avis favorable ou défavorable sur la stratégie suivie et les moyens retenus pour sa mise en œuvre.

G - RAPPORT ANNUEL

Chaque année, le Conseil de Surveillance rédige un rapport qui doit être tenu à la disposition des commanditaires, au moins quinze (15) jours avant l'assemblée générale ordinaire annuelle. Le rapport annuel est lu ou ses principales dispositions sont commentées lors de l'assemblée générale ordinaire préalablement à l'approbation des comptes.

Dans son rapport annuel, le Conseil de Surveillance rend compte de sa mission de contrôle pour l'exercice écoulé. S'il y a lieu, le rapport signale les irrégularités et inexactitudes relevées dans les comptes sociaux et consolidés ainsi que les délits commis par la gérance dont il a connaissance. Le rapport commente la gestion de la Société et présente aux actionnaires les objectifs et les risques de la politique de la gérance. Il exprime son opinion sur la valeur de la gestion et sur les projets de résolution soumis au vote de l'assemblée. Si certaines résolutions suscitent des réserves du Conseil de Surveillance, elles doivent figurer dans le rapport annuel.

Le rapport est une œuvre collégiale qui engage l'intégralité des membres du Conseil de Surveillance. Aussi si certains d'entre eux ont une opinion différente de celle exprimée dans le rapport, leur opinion personnelle figure dans le rapport.

H - FIABILITE ET CLARTE DES INFORMATIONS TRANSMISES AUX ACTIONNAIRES ET AU MARCHE

Le Conseil de Surveillance contrôle la nature des moyens mis en œuvre pour s'assurer de la fiabilité des informations qui sont données aux actionnaires et au marché. Il s'assure également de la clarté de ces informations.

I - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le Conseil de Surveillance sélectionne les noms des commissaires aux comptes qui seront soumis au vote de l'assemblée sur la base de la présélection effectuée par le Comité des Comptes et d'Audit.

Il s'assure de l'indépendance de ces commissaires aux comptes au jour de leur nomination et tout au long de leur mandat.

III - DROITS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Pour remplir ses missions, le Conseil de Surveillance dispose des mêmes droits de communication et d'information que les commissaires aux comptes.

A - DROIT D'INFORMATION PERIODIQUE

Tous les documents mis à la disposition des commissaires aux comptes par la Société conformément à la loi, sont également mis à la disposition au Conseil de Surveillance. De plus la gérance doit lui remettre, au moins deux fois par an, un rapport décrivant l'évolution de l'activité de la Société et du Groupe.

B - DROIT DE COMMUNICATION

Aux termes de la loi, le Conseil de Surveillance a les mêmes pouvoirs que les commissaires aux comptes. Ces pouvoirs emportent droit d'opérer à des vérifications et d'interroger les tiers.

Le Conseil de Surveillance a droit d'opérer à toute époque de l'année les vérifications ou contrôles qu'il juge opportuns. En pratique, le Conseil de Surveillance confie ces missions de vérification à un ou plusieurs de ses membres. Les membres ainsi désignés ont les mêmes pouvoirs que les commissaires aux comptes et peuvent individuellement se faire communiquer sur place, par la Société, toutes les pièces qu'ils estiment utiles à l'exercice de leur mission et notamment tout contrat, document comptable et registre de procès-verbaux. Ce droit emporte celui de prendre copie. Le droit de communication porte sur toutes les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation, sous réserve que ce droit n'empiète pas sur les pouvoirs propres des organes de gestion et de surveillance de ces sociétés.

Le Conseil de Surveillance peut aussi recueillir toutes informations utiles à sa mission auprès des tiers qui ont accompli des opérations pour le compte de la Société ou d'une société du Groupe. Dans la pratique, ce droit de recueil d'informations auprès des tiers est exercé par les membres auxquels le Conseil de Surveillance aura confié une mission spécifique. Les tiers visés sont les mandataires ou les intermédiaires tels que les conseils, les banques, les sociétés de bourses, les commissionnaires qui agissent pour le compte de la Société. Ces tiers ne peuvent opposer le secret professionnel à la demande d'information sauf s'ils sont auxiliaires de justice. Ce droit d'information n'emporte pas le droit de se faire communiquer des documents détenus par les tiers.

Pour l'exercice de ses missions, le Conseil de Surveillance dispose au siège administratif de la société de bureaux et de moyens dédiés (téléphone, télécopie, photocopies, salles de réunions, ...).

C - DROIT DE RECOURIR A DES EXPERTS

Le Conseil de Surveillance peut, sous sa responsabilité, se faire assister ou représenter par les experts ou collaborateurs de son choix. Ceux-ci, une fois nommément désignés, ont les mêmes droits d'investigation que les membres du Conseil de Surveillance en charge de la mission concernée.

IV - FONCTIONNEMENT

A - REGLES GENERALES

Les membres du Conseil de Surveillance bénéficient lors de leur nomination d'une présentation sur les spécificités comptables, financières et opérationnelles du Groupe.

Le Conseil de Surveillance nomme, parmi ses membres, un Président, personne physique. Le Conseil de Surveillance désigne aussi un secrétaire, soit parmi ses membres, soit parmi des personnes extérieures.

Le Conseil de Surveillance se réunit sur la convocation de son Président ou de l'un des gérants ou de l'un des associés commandités aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et au moins une fois par an, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation. Les convocations sont faites par tous les moyens établissant preuve en matière commerciale. En cas d'absence du Président, le Conseil de Surveillance désigne un président de séance.

Le Conseil de Surveillance ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante. Le ou les gérants doivent être convoqués et peuvent assister aux séances du Conseil de Surveillance, mais sans voix délibérative.

Les délibérations du Conseil de Surveillance sont consignées dans des procès verbaux inscrits sur un registre spécial paraphé, et signés par le Président et le secrétaire. Outre les décisions prises, ces procès verbaux précisent :

- l'information fournie aux membres du Conseil de Surveillance,
- la position prise par chaque membre du Conseil de Surveillance, et en particulier par ceux ayant un avis divergent de la majorité sur le sujet abordé.

Lors de chaque réunion du Conseil de Surveillance, le Président remet à chacun des membres une copie du dernier procès verbal approuvé par le Conseil de Surveillance.

B - COMITES

B1 - COMITE DES COMPTES ET D'AUDIT

Le Conseil de Surveillance désigne en son sein de 3 à 8 membres qui constituent le Comité des Comptes et d'Audit. Le règlement intérieur du Comité des Comptes et d'Audit demeurera annexé aux présentes. La mission de ce Comité est de préparer et faciliter le travail du Conseil de Surveillance dans son contrôle permanent de la gestion de la Société. Ce Comité des Comptes et d'Audit a les mêmes pouvoirs d'audition que le Conseil de Surveillance.

Le Comité des Comptes et d'Audit rend compte de ses travaux au Conseil de Surveillance et porte à sa connaissance tous les points qui lui paraissent poser problème ou appeler une décision, facilitant ainsi ses délibérations.

Lors de chaque réunion du Conseil de Surveillance, le président du Comité des Comptes et d'Audit remet à chacun des membres du Conseil un compte rendu de l'activité du Comité depuis la dernière réunion du Conseil. Outre les avis, et les décisions prises, ces comptes rendus précisent :

- l'information fournie aux membres du Comité des Comptes et d'Audit,
- la position prise par chaque membre du Comité, et en particulier par ceux ayant un avis divergent de la majorité sur le sujet abordé.

B2 - COMITE DES REMUNERATIONS ET DES NOMINATIONS

Le Conseil de Surveillance désigne en son sein de 3 à 8 membres qui constituent le Comité des Rémunérations et des Nominations. Le règlement intérieur du Comité des Rémunérations et des Nominations demeurera annexé aux présentes. Ce Comité a pour attribution essentielle de donner au Conseil de Surveillance un avis sur la rémunération versée aux Dirigeants et la politique générale d'attribution des options et actions gratuites.

Le Comité des rémunérations et des Nominations rend compte de ses travaux au Conseil de Surveillance et porte à sa connaissance tous les points qui lui paraissent poser un problème ou appeler une décision, facilitant ainsi ses délibérations.

C – REMUNERATION

Le Conseil de Surveillance reçoit à titre de rémunération des jetons de présence dont le montant est déterminé par l'assemblée générale ordinaire.

Le Conseil de Surveillance répartit ces jetons de présence entre ses membres en fonction, notamment, de l'assiduité de ses membres et de l'appartenance de certains d'entre eux aux comités constitués en son sein.

D – DEONTOLOGIE

Tout membre du Conseil de Surveillance doit se considérer tenu aux obligations suivantes:

- Avant d'accepter ses fonctions, chaque membre du Conseil doit s'assurer qu'il a pris connaissance des obligations générales ou particulières de sa charge. Il doit notamment prendre connaissance des textes légaux ou réglementaires, des statuts, des présentes règles déontologiques et des compléments que chaque Conseil peut leur avoir apportés ainsi que des règles de fonctionnement interne dont ce Conseil s'est doté.
- Tout membre du Conseil doit être actionnaire à titre personnel et posséder un nombre relativement significatif d'actions.
- Bien qu'étant lui-même actionnaire, chaque membre du Conseil représente l'ensemble des actionnaires et doit agir en toutes circonstances dans l'intérêt social de l'entreprise.
 - Tout membre du Conseil a l'obligation de faire part au Conseil de toute situation de conflit d'intérêts même potentiel et doit s'abstenir de participer au vote de la délibération correspondante.
 - Tout membre du Conseil doit consacrer à ses fonctions le temps et l'attention nécessaires. Lorsqu'il exerce des fonctions exécutives il ne doit, en principe, pas accepter d'exercer plus de quatre autres mandats d'administrateur dans des sociétés cotées, y compris étrangères, extérieures à son groupe.
- Tout membre du Conseil doit être assidu et s'efforcer de participer à toutes les séances du Conseil et réunions des Comités auxquels il appartient le cas échéant.
- Tout membre du Conseil a l'obligation de s'informer. A cet effet, il doit réclamer dans les délais appropriés au Président les informations indispensables à une intervention utile sur les sujets à l'ordre du jour du Conseil.
- S'agissant des informations non publiques acquises dans le cadre de ses fonctions, tout membre du Conseil doit se considérer astreint à un véritable secret professionnel qui dépasse la simple obligation de discrétion prévue par les textes.
- Tout membre du Conseil doit enfin :
 - s'abstenir d'effectuer des opérations sur les titres des sociétés y compris les dérivés sur lesquelles (et dans la mesure où) il dispose de par ses fonctions d'informations non encore rendues publiques ;

- déclarer les transactions effectuées sur les titres de la société, en application des prescriptions légales et réglementaires.

Enfin, les membres du Conseil doivent s'efforcer d'assister aux réunions de l'assemblée générale des actionnaires.

E – ENTREE EN VIGUEUR

Le Règlement Intérieur est entré en vigueur le jour de son adoption par le Conseil de Surveillance du 19 juin 2009 à la majorité de ses membres.

Tout avenant au Règlement Intérieur doit être voté par le Conseil de Surveillance dans les mêmes conditions et entre en vigueur le même jour.

Les stipulations du Règlement Intérieur s'imposent à chacun des membres du Conseil de Surveillance, personne physique ou morale, et aux représentants permanents de personnes morales membres du Conseil de Surveillance.

La poursuite de son mandat par un membre du Conseil, et le cas échéant son représentant permanent, ainsi que l'acceptation de ses fonctions par une personne nommée membre du Conseil ou désignée représentant permanent d'un membre emportent de sa part adhésion pleine et entière au Règlement Intérieur.

En cas de contradiction entre le Règlement Intérieur et les statuts de la Société, les statuts de la Société prévaudront.